Déclaration des OSC de la RDC dans le cadre de l'Examen National Volontaire

La société civile congolaise salue les efforts déployés par le gouvernement pour poursuivre la mise en œuvre des ODDs dans un contexte marqué par des conflits armés, des déplacements massifs de population, des défis sanitaires et des contraintes budgétaires croissantes. Mais regarder la réalité d'en face est une urgence vitale pour des dizaines de millions de Congolais "laissés de côté"

Si l'on compare l'examen national volontaire de 2026 à celui de 2020, la situation sur le terrain reste alarmante. La République Démocratique du Congo se distingue par l'un des taux de croissance démographique les plus élevés du continent africain. Cette croissance rapide exerce une pression croissante sur les services sociaux de base — notamment l'éducation, les soins de santé, la protection sociale et l'accès à l'emploi — à un rythme qui dépasse la capacité de réponse des institutions et des infrastructures existantes, limitant ainsi les perspectives de développement pour tous. Compte tenu de l'ampleur du programme des ODD, il est crucial de renforcer les effectifs de l'Observatoire Congolais du Développement Durable et d'étendre sa structure organisationnelle actuelle dans diverses provinces.

Le rapport national volontaire lui-même indique que seuls 14,8 % des cibles des ODD sont en bonne voie, tandis que plus d'un tiers connaissent une régression. Dans les provinces touchées par le conflit, les infrastructures d'approvisionnement en eau, d'assainissement, de la forêt et d'électricité restent limitées ou ont été détruites. Les populations déplacées, les femmes, les jeunes, les personnes handicapées, les peuples autochtones et les communautés rurales continuent de se heurter à des obstacles majeurs pour accéder aux services essentiels. De plus, l'aggravation de la crise sécuritaire dans l'est du pays et l'épidémie actuelle d'Ebola, déclarée urgence internationale, impactent négativement les progrès accomplis.

La société civile de la RDC réclame des mesures urgentes, coordonnées et transparentes. Nous demandons au gouvernement congolais :

1. Comment le gouvernement compte-t-il garantir l'accès universel à l'eau et à l'énergie (ODD 6 et 7) dans les zones rurales touchées par les conflits, où l'absence de services de base alimente l'instabilité ?

2. Quelles mesures concrètes sont prévues pour protéger l'espace civique et garantir un financement direct aux organisations locales de femmes, de jeunes et de personnes handicapées, qui sont des acteurs clés de la cohésion sociale ?

3. Face à des crises persistantes, quelle est la stratégie nationale visant à relier l'action humanitaire au développement durable, en s'appuyant sur une éducation transformatrice, afin que la paix devienne le véritable moteur des ODD ?

Je vous remercie.